



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^{ème} étage
Montréal
Québec
H5A 1L6
FAX pour soumissions: (514) 496-3822

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

La demande de propositions contient des exigences de sécurité.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^{ème} étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Gardiennage	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47477-172248/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 47477-17-2248	Date 2017-02-03
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MTB-545-14201	
File No. - N° de dossier MTB-6-39333 (545)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-02-14	
Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Niquette, Caroline	Buyer Id - Id de l'acheteur mtb545
Telephone No. - N° de téléphone (514) 496-3730 ()	FAX No. - N° de FAX (514) 496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Questions et Réponses

Q-1 : Page couverture et Partie 2

Dans laquelle des 3 sections devons-nous inclure la page couverture et la Partie 2 de l'appel d'offres (dûment complétés)?

R-1 : Réponse : Avec la Section III- Attestations

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Q-2 : Partie 3 – Instructions au soumissionnaire (p. 9)

Pouvons-nous fournir les versions électroniques de notre soumission sur des clés USB plutôt que sur des CD?

R-2 : Réponse : Oui, vous pouvez soumettre la version électronique sur une clé USB. À l'exception de la Section III- attestation où nous demandons une copie papier seulement.

Q-3 : Partie 4 – Procédure d'évaluation et méthode de sélection (p. 11 à 14)

Advenant le cas que le nombre d'heures estimatif en temps supplémentaire soit dépassé, pourrions-nous facturer le temps supplémentaire excédentaire?

R-3 : Réponse : Les estimés indiqués sont utilisés pour fins d'évaluation seulement. Les heures supplémentaires doivent avoir été autorisées par le Chargé de projet avant de pouvoir être effectuée et facturées.

Q-4 : Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences
Dans laquelle des 3 sections doivent se retrouver la Partie 6 et les documents qui y sont exigés?

R-4 : Réponse : Pour les deux exigences relatives à la sécurité et les exigences en matière d'assurance, elles doivent être soumises avec la Section III. Le permis d'agence de sécurité doit être présenté avec la soumission technique. La capacité financière sera évaluée seulement pour le fournisseur s'étant classé premier et sera effectuée avant l'octroi du contrat.

Q-5 : Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences
– Clause 3. Exigences en matière d'assurance (p. 19 de 39)

Il est indiqué que le soumissionnaire doit fournir une lettre d'intention d'un courtier ou d'une compagnie d'assurance. Nous avons placé la demande auprès de notre compagnie d'assurance et ces derniers désirent émettre un certificat d'assurance « À qui de droit » pour prouver notre couverture plutôt que de vous fournir une lettre. Acceptez-vous cette demande?

R-5 : Réponse : Pourvu que le certificat d'assurance démontre que le soumissionnaire détient la couverture requise; le certificat sera accepté.

Q-6 : Partie 7 – Clauses du contrat subséquent – 7.4.1 Période du contrat (p. 22 de 39)

«La période du contrat est du _____ au _____ inclusivement.»

Que devons-nous indiquer puisqu'aucune date n'est précisée dans les documents? Est-ce du 1^{er} avril 2017 au 30 septembre 2019?

R-6 : Réponse : Cette information sera précisée lors de l'octroi du contrat.

Q-7 : Partie 7 - Clauses du contrat subséquent – 7.3.1 Exigences en matière de sécurité pour entrepreneur canadien – Point 5 (p. 21 de 39)

Il est indiqué que l'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions a) et b). Devons-nous compléter et joindre la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (formulaire no. TB/SCT 350-103) à notre soumission?

R-7 : Réponse : Les renseignements et les formulaires de sécurité ne sont pas requis lors de la clôture des soumissions mais seront nécessaires afin de compléter le processus de vérification de la sécurité avant l'attribution du contrat. Il est suggéré que le soumissionnaire joigne les renseignements relatifs à la sécurité des ressources au moment de leur soumission. Toutefois, après la clôture de la soumission, le soumissionnaire a la possibilité de le fournir si cela n'a pas encore été fait.

Q-8 : Partie 7 – Clauses du contrat subséquent – 7.7.1 Base des paiements (p. 24 de 39)

« L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de ____\$. Les frais de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus»

Que devons-nous indiquer? Non applicable?

R-8 : Réponse : Cette information sera précisée lors de l'octroi du contrat.

Q-9 : Partie 7 – Clauses du contrat subséquent – 7.7.2 Limitation des dépenses

«1. La responsabilité totale du Canda envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____\$. Les frais de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.»

Que devons-nous indiquer? Non applicable?

R-9 : Réponse : Cette information sera précisée lors de l'octroi du contrat.

Q-10 : Partie 7- Clauses du contrat subséquent – 7.7.2.1- Limite des dépenses (p.25 de 39)

«La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de _____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus. »

Que devons-nous indiquer?

R-10 : Réponse : Cette information sera précisée lors de l'octroi du contrat.

Q-11 : Est-ce le montant inscrit au point 7.1.2.2 au point *Limite d'autorisation de tâches* de la page 20 de 39 est de 40 000\$?

R-11 : Réponse : Non, cette information indique que les autorisations de tâches émises qui sont au-dessus de 40 000\$ devront être autorisées par l'autorité contractante.

Q-12 : Annexe A - Partie 4.3.1

Selon le bassin d'employés exigé aux pages 13 et 14 (un total de 163 employés), combien de ces postes sont actuellement comblés et laissés vacants par votre fournisseur actuel?

R-12 : Réponse : Nous n'avons pas de données à ce sujet.

Q-13 : Annexe A- Section 4- Exigences – Clause 4.8.8. Jours fériés (p. 44)

Y a-t-il possibilité de changer le congé férié Vendredi Saint pour le lendemain du Jour de l'An?

R-13 : Réponse: Les jours fériés inclus dans le contrat sont assujettis aux congés de la province de Québec et ne peuvent être changés.

Q-14 : Quels moyens sont pris par le donneur d'ouvrage afin de limiter la manipulation d'objets personnels des détenus?

R-14 : Réponse : Une fois que les bagages et effets personnels des détenus ont été fouillés et dressés sur une liste, ils seront entreposés dans une salle de bagages verrouillée ou dans un coffret de sécurité. Les détenus ont la permission de garder pour un temps restreint, un nombre d'articles limités dans leur chambre. Ils ont la permission d'avoir accès à la salle fermée pour bagages ainsi que leur argent et objets de valeur entreposés dans un coffret verrouillé, uniquement au moment de la supervision d'un agent de sécurité.

Q-15 : Comme il s'agit d'une convention collective fédérale qui vient à échéance en cours de mandat, advenant une augmentation des salaires, pourrions-nous renégocier les taux soumissionnés?

R-15 : Réponse: Étant donné que la proposition financière fut soumise après la clôture de la soumission et fait partie intégrante de la méthode de sélection et détermine le soumissionnaire retenu/gagnant, l'entrepreneur ne sera pas autorisé de renégocier leur taux à une date ultérieure.

Q-16 : Permettez-vous que nous indiquions l'Agence des services frontaliers du Canada parmi nos références de contrats antérieurs?

R-16 : Réponse : Oui, vous pouvez indiquer l'Agence des services frontaliers du Canada. Pour éviter toute apparence de conflit d'intérêt, si un des évaluateurs est nommé dans votre proposition, cet évaluateur sera retiré du processus d'évaluation.

Q-17 : Dans l'expérience dans ressources proposées, vous demandez que le personnel de gestion (chef des opérations de sécurité, chefs adjoints des opérations de sécurité et superviseurs de quart) ait de l'expérience en application de la loi. Est-ce que cela signifie que ces ressources doivent être d'anciens policiers? Est-ce suffisant s'ils ont déjà travaillé en tant qu'agent d'application des règlements municipaux pour une compagnie de sécurité privée employée à sous-contrat par une municipalité?

R-17 : Réponse: L'expérience d'appliquer la loi/règlement ne renvoie pas uniquement à un policier. Ces ressources proposées peuvent avoir une expérience en tant qu'agent responsable de l'application de la loi/règlement.

Q-18 : Doit-on soumettre les noms des agents qui seront déployés sur le contrat ou seulement ceux des 11 ressources proposées?

R-18 : Réponse : Vous devez soumettre seulement les noms des 11 ressources proposées en incluant les informations précisées à la Partie 5 Section 5.2.3.4 Documentation obligatoire avant l'attribution du contrat ainsi que leurs CV.

Q-19 : Dans la grille d'évaluation, dans la section Attribution de points, est-ce que l'attribution des points se fera en se basant sur le nombre total des heures pour chaque aspect ou seulement sur l'exemple fourni pour démontrer notre expérience?

R-19 : Réponse : Les points seront alloués selon les exemples fournis/ présentés pour chaque section.

Q-20 : Le Formulaire 330-23 doit-il être rempli par toutes les ressources proposées (tant au niveau opérationnel qu'au niveau de la gestion)? Doit-il également être rempli par tous les agents de sécurité?

R-20 : Réponse: Toutes les ressources y compris les agents de sécurité travaillant sous ce contrat seront dans l'obligation de rencontrer les exigences relatives à la sécurité. Si ces ressources n'ont pas encore les cotes de sécurité nécessaires, ils seront obligés de remplir les formulaires afin de les obtenir.

TOUTES LES CLAUSES ET CONDITIONS DE MEURENT INCHANGÉES